

Des milliers de Marocains concernés par la campagne de régularisation

Mario Monti fait appel à l'argent des immigrés clandestins

Le gouvernement italien de Mario Monti fait appel à l'argent des immigrés clandestins pour renflouer les caisses de l'Etat. Une campagne visant la régularisation de la situation de près de 800.000 personnes, dont des Marocains, débutera le 15 septembre courant.

L'Italie qui se place en troisième position des pays d'accueil de l'immigration marocaine régulière avec 486.558 personnes selon le ministère chargé des MRE, est aussi un pays où il existe un nombre important d'immigrés clandestins en provenance du Maroc. A preuve, rien qu'au cours de l'opération de régularisation de 2009, les demandes présentées par les citoyens marocains étaient de l'ordre de 46.112, représentant 12,3% du nombre total des demandeurs.

En principe, l'actuelle campagne qui permettra de délivrer des permis de séjour de six mois aux clandestins déjà présents sur le territoire, s'adresse à des travailleurs étrangers dont des employeurs ou des personnes physiques italiens pouvant justifier de revenus annuels se situant aux environs de 27.000 euros se portent garants.

Quant aux immigrés concernés par ce programme, ils doivent remplir certains critères : un casier judiciaire vierge, payer immédiatement la somme de 1.000 euros et permettre qu'un prélèvement de 150 euros soit effectué mensuellement sur leurs fiches de paie.

Les employeurs pourront également effectuer, de leur propre chef, les

démarches nécessaires à la régularisation de la situation de leurs employés à condition que ces derniers travaillent chez eux à temps plein depuis au moins trois mois. Dans ce cas, la mesure prévoit de leur infliger une amende forfaitaire de 1000 euros pour chaque travailleur employé, en sus du paiement des arriérés des cotisations patronales, mais aucune poursuite pénale ne sera diligentée contre eux.

Seront exclus de ce programme, les clandestins qui ont déjà vu leur dossier rejeté lors de la campagne de régularisation en 2008 et les étrangers ayant fait l'objet d'un mandat d'expulsion ou qui ont été «jugés dangereux pour la sécurité et l'ordre public».

Le temps d'application des procédures de régularisation sera bref : du 15 septembre au 15 octobre. Mais, d'après les estimations de l'ONG catholique Caritas, entre 210.000 et 400.000 étrangers pourraient obtenir un titre de séjour. C'est la première fois que Rome propose une régularisation «massive» au cours des dix dernières années. Celle de 2009 ne concernait que le personnel domestique et les assistants à domicile. Selon l'Institut italien de statistiques (Istat), le pays compterait 500.000 sans papiers contre 3,6 millions d'immigrés en règle. A noter que la crise a entraîné une nette diminution des entrées d'immigrés en Italie. En 2011, 361.690 nouveaux permis de séjour ont été octroyés, soit 40% en moins par rapport 2010.

HASSAN BENTALEB

Suite page 3

Mario Monti fait appel à l'argent des immigrés clandestins

Suite de la première page

Le gouvernement Monti veut ainsi faire sortir du tunnel de l'exploitation ces immigrés en situation irrégulière en assurant aux caisses de l'Etat près de 800 millions d'euros et 120 millions d'euros aux employeurs. «Personne n'est dupe, on sait bien que l'Etat veut faire de l'argent sur notre dos. Mais au final, on est tous gagnants», nous a

confié Hicham, un Marocain résidant à l'étranger, avant d'ajouter que «le gouvernement Monti sait bien que les immigrés clandestins vont remuer ciel et terre pour trouver les fonds nécessaires à la régularisation de leur situation soit en mobilisant leurs propres économies ou en appelant à l'aide leurs familles». Pourtant, la démarche du gouvernement italien ne semble pas faire que des heureux. En effet, plu-

sieurs voix se sont élevées contre ce programme qualifié d'inconcevable dans une Italie au bord de la faillite, où la contestation sociale gronde et où le taux de chômage explose.

Les partis de droite n'ont pas hésité à ressortir leurs vieux clichés en estimant qu'une régularisation massive produira plus de chômeurs tout en infléchissant la courbe des salaires.

HASSAN BENTALEB